

**SYNTHÈSE DE CONNAISSANCES SUR
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE**

William A. Ninacs

Corporation de développement communautaire des Bois-Francs
59, rue Monfette, local 130, Victoriaville (Québec) G6P 1J8
téléphone : (819) 758-5801; télécopieur : (819) 758-8270

bureau au domicile : C.P. 92, Victoriaville (Québec) G6P 6S4
téléphone : (819) 758-7401; télécopieur : (819) 758-4822
courrier électronique : ninacs@web.apc.org

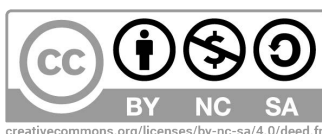
décembre 1993

préparé pour le Programme de subventions nationales
au bien-être social

Perfectionnement des ressources humaines Canada
(autrefois Santé et Bien-être social Canada)

téléphone : (613) 957-2895 ou 957-0607

télécopieur : (613) 954-1821



QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE?

Le développement économique communautaire (DÉC) offre la possibilité de créer des emplois durables, issus de la collectivité, tout en favorisant l'amélioration de la santé sociale des collectivités.

Le DÉC, c'est :

- une stratégie globale permettant aux membres d'une collectivité de développer leur économie de façon à ce que le plus grand nombre de résidant-e-s puisse en bénéficier;
- une intervention systématique et planifiée de promotion d'une autonomie économique, ciblée sur les questions de propriété locale et sur la capacité des gens du milieu;
- un programme pour aider les consommateur-trice-s à devenir des producteur-trice-s, les utilisateur-trice-s à devenir des fournisseurs et les employé-e-s à devenir des propriétaires d'entreprises à caractère économique;
- une méthode pour développer des initiatives efficaces, autonomes et contrôlées localement qui soutiennent à la fois des entreprises viables et des programmes sociaux efficients;
- un processus contrôlé par la collectivité de mise sur pied d'institutions par lequel les milieux habilités obtiennent l'accès aux ressources requises pour leur épanouissement individuel et collectif;
- un engagement à travailler dans le contexte des valeurs sociales, culturelles et politiques de la collectivité avec une préoccupation écologique de protection de l'environnement.

Le DÉC s'occupe de la revitalisation sociale et économique des collectivités marginalisées et tente d'inclure tous leurs membres dans cette action, particulièrement les groupes les plus démunis. Le DÉC est un processus participatif qui met l'accent sur une conscientisation accrue et sur le développement de solidarités

nouvelles. Le DÉC ne se contente pas de simplement viser des objectifs sociaux et économiques : il s'efforce en fait de les harmoniser. Ainsi, les praticien-ne-s de DÉC doivent rassembler et intégrer des pratiques, programmes et méthodes provenant tant du domaine du développement économique que celui du développement social. Des outils économiques font toutefois toujours partie des stratégies de DÉC pour répondre à des objectifs sociaux. Pour favoriser le bien-être des résidants de la collectivité, le DÉC utilise des approches globales, « de bas en haut », fondées sur des valeurs et axées sur les moyen et long termes.

Les initiatives de DÉC entrent dans deux grandes catégories :

1) entreprises et 2) organisations intermédiaires.

- 1) Voici les principales formes d'entreprises de DÉC : entreprises et services communautaires; entreprises commerciales sans but lucratif; organismes de service privés, sous contrôle démocratique; entreprises d'insertion sociale par l'économique; coopératives de travailleur-euse-s; coopératives de consommation; entreprises appartenant aux travailleurs. On les retrouve dans un certain nombre de domaines, dont entre autres : le logement et de l'aménagement du territoire; la santé et les services sociaux, incluant certains services sociaux et services de santé directs; les services de garde; les aliments naturels; la récupération, le recyclage et le réemploi; la culture; la formation, notamment la formation professionnelle, l'employabilité, et la formation en DÉC comme telle; l'informatique; les meubles; les produits métallurgiques; la restauration; et, tout récemment, la gestion et l'entretien d'immeubles communautaires.
- 2) Les organisations intermédiaires de DÉC pilotent, coordonnent et soutiennent les activités de DÉC. Certaines sont des organismes démocratiques sans but lucratif de développement local (par exemple, les corporations de développement communautaire et les corporations de développement économique communautaire), axés sur une action concertée d'acteurs ayant des intérêts divers (les milieux des affaires, des syndicats, du secteur public, des organisations communautaires et/ou des individus du milieu). Au coeur de leur action se retrouvent la recherche, l'analyse et la planification. Leurs autres services peuvent

varier : on peut retrouver, entre autres, l'aide technique et le support entrepreneurial (à la fois pour les entreprises traditionnelles ainsi que pour les entreprises de DÉC), la formation professionnelle et le développement de l'employabilité, l'assistance financière, la formation en matière de développement, l'urbanisme et/ou la représentation publique. Il existe aussi d'autres types d'organisations intermédiaires de DÉC plus spécialisées qui oeuvrent dans des domaines spécifiques, dont par exemple les fiducies foncières communautaires (dans les secteurs du logement, de l'aménagement du territoire et de la planification urbaine) et les associations communautaires d'emprunts (des institutions financières alternatives).

Le DÉC est une intervention à facettes multiples, qui exige l'assemblage de ressources variées dans le but de répondre aux nombreux défis intrinsèques au développement social et économique. Le DÉC émane et s'occupe du sous-développement d'une collectivité. La pauvreté, la détresse résultant des secousses économiques et l'oppression basée sur le genre ou sur d'autres différences figurent au premier plan du DÉC. Cependant, la cible principale des initiatives de DÉC est l'exclusion sociale, souvent appelée « marginalisation », qui en résulte. Le thème récurrent d'*empowerment* économique du DÉC est ainsi une conséquence directe de son objectif global d'inclusion sociale. Ceci provient du fait que les collectivités marginalisées tendent à faire des progrès remarquables lorsqu'elles sont capables d'exercer un contrôle sur les ressources qu'elles ont besoin pour leur propre développement et ce à tous les niveaux et non pas seulement au niveau économique.

RECHERCHES ÉVALUATIVES ET INDICATEURS À L'APPUI DU DÉC

Les gouvernements du Canada et d'autres acteurs sociaux n'ont pas encore participé à des évaluations d'envergure du DÉC, de sorte que peu d'études rigoureuses ont été entreprises jusqu'à maintenant. Mais le caractère convergent et chevauchant des récents changements socio-économiques structurels en cours a réanimé l'intérêt pour des approches plus globales, telle celle mise de l'avant par le DÉC. Le concours spécial de recherche du PSNBS découlait de cet état de situation et de cet intérêt.

Puisque le DÉC est autant un processus qu'une méthode, les conclusions des rapports du PSNBS ont surtout été tirées par le biais de méthodologies de recherche qualitatives, bien que certaines techniques quantitatives aient également été utilisées. L'un des grands avantages de la recherche qualitative est la profondeur de la compréhension qu'elle permet de dégager; cette méthodologie de recherche était donc appropriée, compte tenu des objectifs du concours.

L'une des cibles du concours du PSNBS était de produire des données soutenant la thèse que le DÉC fonctionne dans les faits. Des indices à cet égard peuvent être dégagés des rapports de recherche et des douzaines d'études de cas incluses dans les quatre projets de recherche. De plus, même si ces études démontrent que la pratique de DÉC demeure toujours très en avance sur la recherche, le corpus en construction sur le DÉC dépasse largement le simple cumul d'informations anecdotiques. À titre d'exemple, voici quelques indicateurs identifiés :

- la croissance : Il ne manque pas d'initiatives nouvelles de DÉC. Malgré la récession et l'érosion des fonds publics, le nombre d'initiatives de DÉC augmente et on note l'émergence de réseaux réunissant de plus en plus de praticien-ne-s et d'organisations.
- la souplesse : Des facteurs internes et externes exercent une influence sur le poids accordé à chaque objectif social et économique à l'intérieur d'une initiative de DÉC. Ces facteurs, de fait, évoluent souvent avec le temps. Les études de cas illustrent bien la capacité des initiatives de DÉC de tenir compte de ces changements et de s'y adapter, un élément essentiel pour voir le DÉC comme stratégie pertinente et efficace. Cette flexibilité peut avoir un certain lien avec les difficultés qui peuvent parfois se présenter dans l'évaluation du DÉC. De plus, le roulement inévitable du personnel et des membres du conseil d'administration n'a pas, de façon générale, entraîné la fin des activités. Souvent, c'est plutôt l'inverse, les initiatives tirant parti des aptitudes et compétences différentes amenées par les bénévoles et les employé-e-s nouvellement arrivé-e-s.

- l'innovation : Les collectivités locales révèlent leur visage entrepreneurial et leur créativité collective par la mise sur pied de types complètement novateurs d'organismes économiques incorporant des objectifs sociaux (entreprises d'insertion, cuisines collectives, etc.) et par l'adaptation de modèles connus (associations d'emprunts, fiducies foncières communautaires, etc.) aux besoins spécifiques des collectivités. À un autre niveau, à l'intérieur d'un cadre de DÉC, en particulier dans les organisations intermédiaires de DÉC, des partenariats inhabituels se forgent entre parties jusqu'alors adversaires – malgré que les antagonismes demeurent – ou avec des groupes traditionnellement exclus (femmes, jeunes, organisations communautaires, etc.).
- la longévité : Plusieurs initiatives de DÉC existent depuis bien des années. Elles ont résisté à l'épreuve du temps, à une époque où le Canada subit des changements structurels sans précédent. Un bon nombre des cas étudiés remontent au début des années 1980, et quelques-uns tirent même leurs origines dans milieu des années 1970.

À tout cela, il faut ajouter d'autres indications que le DÉC « marche ». Par exemple, des recherches formelles sur le DÉC menées au Canada et aux États-Unis (avant le concours du PSNBS) ont permis de constater que les organisations intermédiaires de DÉC ont une bonne performance en matière de création et/ou de maintien d'emplois, et ce même dans les secteurs économiques « mous ». Enfin, plusieurs initiatives de DÉC ont fait l'objet d'évaluations internes sur certains aspects de leur fonctionnement et ces résultats ont été vérifiés par des tiers.

PRINCIPAUX FACTEURS HABILITANTS QUI ÉMERGENT DES RECHERCHES DU PSNBS ET DE D'AUTRES SOURCES

Les clés de la réussite des initiatives de DÉC incluent:

- Des approches participatives, tant à l'intérieur d'une collectivité qu'à l'intérieur d'un organisme, et un degré significatif d'organisation communautaire, à la fois comme condition préalable essentielle et comme action continue. Les initiatives de DÉC ont de meilleures chances de succès

lorsqu'elles peuvent profiter de la cohésion sociale et de la confiance qui jaillissent de ces pratiques.

- Dans les cas d'extrême pauvreté, des mesures spécifiques pour préparer le terrain pour l'émergence éventuelle du DÉC. Les groupes d'entraide économique (surtout) au niveau des besoins primaires ont un effet d'appropriation positif car ils suscitent le développement de la confiance en soi, élément indispensable aux premiers pas d'une démarche d'autonomie économique collective.
- Des organisations intermédiaires démocratiques et sans but lucratif, afin de permettre aux collectivités d'exercer un contrôle sur leur propre développement économique. Les organisations intermédiaires de DÉC sont les éléments clés du processus de DÉC et les instruments les plus efficaces pour garantir une concentration continue et simultanée sur les objectifs sociaux et économiques.
- Des fonds publics pour appuyer les diverses organisations intermédiaires de DÉC, par le biais de programmes qui doivent: agréer la nature intrinsèquement dualiste du DÉC; être souples et non morcelés; tenir compte du fait que le processus d'*empowerment* et le cycle de développement sont des phénomènes à long terme; inclure des modalités d'évaluation reposant sur des indicateurs clés multiples.
- La disponibilité de programmes de formation et d'aide technique, autant pour le processus de développement des capacités locales que pour le perfectionnement des praticiens, ce qui suppose des ressources et des outils pédagogiques adaptés au DÉC. Il existe alors un besoin de programmes pour soutenir les initiatives tant formelles qu'informelles d'apprentissage au DÉC. Une aide publique, soigneusement structurée destinée aux organisations intermédiaires de formation (privées et sans but lucratif) en DÉC, peut également renforcer la formation et le soutien technique offerts aux groupes locaux et aux collectivités.
- Une certaine vitalité entrepreneuriale au niveau communautaire, de façon à mettre en valeur la réussite des entreprises dans le domaine du DÉC. Les programmes actuels de développement d'entreprise doivent être mis à la

disposition des entreprises communautaires alternatives (par exemple, les coopératives et les organismes sans but lucratif) dans la mesure que l'aide technique et les modalités d'évaluation soient adaptées à la dualité socio-économique du DÉC.

- Des autorités locales ouvertes au changement, des acteurs sociaux locaux réceptifs aux approches nouvelles, ainsi que des pouvoirs publics favorables à l'expérimentation et à l'innovation. L'agrément d'entreprises expérimentales et de pratiques inusitées a souvent été un élément crucial dans la réalisation des objectifs du DÉC, surtout en rapport avec les organisations intermédiaires de DÉC.

William A. Ninacs

Victoriaville (Québec), décembre 1993